

# UNE FORMATION HYBRIDE CONTRE LA RADICALISATION

**Pour faire face à la radicalisation, la Faculté libre d'études politiques et en économie solidaire (Flepes-Initiatives), en partenariat avec la faculté de théologie protestante de l'Université de Strasbourg a lancé une formation innovante qui joue notamment la carte de la co-construction des réponses.** PAR OLIVIER VAN CAEMERBÈKE

**L**a radicalisation religieuse, et tout particulièrement ces dernières années la radicalisation islamiste, est un phénomène que les pouvoirs publics peinent à appréhender. Une radicalisation qui, dans le moins mauvais des cas, est le terreau du communautarisme et, dans le pire des cas, la racine des attentats qui secouent régulièrement le monde et la France en particulier ces dernières années.

“Comment mobiliser dans notre société les anticorps qui permettent de réagir ? questionne Muriel Domenach, secrétaire générale du Comité interministériel pour la prévention de la délinquance et de la radicalisation. Nous devons abandonner l'espoir irréaliste d'une déradicalisation, au sens de la déprogrammation ou de la reprogrammation, d'un être humain. Cela ne fonctionne pas”. Puisqu'intervenir après le basculement dans une idéologie mortifère est, en effet, complexe, il faut, selon l'expression, “prendre le mal à la racine”. C'est l'approche qu'a initiée avec discrétion et humilité, la Faculté libre d'études politiques et en économie solidaire, Flepes-Initiatives, en partenariat avec la Faculté de théologie protestante (FTP) de l'Université de Strasbourg et l'association strasbourgeoise SOS



La cérémonie de remise des diplômes aux stagiaires de la promotion 2017-2018

Aides aux Habitants (voir encadré). Ces partenaires, répondant à la demande de la préfecture du Bas-Rhin, ont mis en place une formation qualifiée d'hybride, débouchant sur un diplôme de “Chef de projet en économie sociale et solidaire”.

## UNE FORMATION HYBRIDE

En pratique, il s'agit d'un cursus de prévention de la radicalisation destiné aux encadrants religieux (acteurs asso-

ciatifs du secteur culturel, ministres du culte, etc.) et aux acteurs sociaux professionnels de la prévention (psychologues, éducateurs, travailleurs sociaux...). “Stricto sensu, explique Isabelle Ullern, philosophe et doyenne de la Flepes, les préfectures coordonnent la prévention de la radicalisation violente, que les criminologues entre droit et psychologie ne pensent pas comme une “radicalisation religieuse” mais bien terroriste. La formation

## Faouzia Sahraoui,

directrice de SOS aux habitants. Psychologue et référent en cas d'actes terroristes sur le Bas-Rhin et coordinatrice de la cellule de crise après l'attentat de décembre 2018.

Notre association, agréée par le Ministère de la Justice, fait partie des plus gros opérateurs travaillant avec l'institution judiciaire sur le département du Bas-Rhin. C'est dans ce cadre que nous avons été invités à prendre part à la formation. Depuis 2014, nous sommes en charge d'évaluer les personnes signalées pour radicalisation et nos conclusions sont transmises au parquet, accompagnées de recommandations de prises en charge qui peuvent être éducatives, sociales ou encore de soins. Dans un contexte où beaucoup parlent de radicalisation de façon uniquement théorique, nous avons donc une grande expertise de terrain qui se révèle très complémentaire aux réflexions menées par les universitaires.

Étant pour ma part psychologue de profession, mon apport a d'abord consisté à présenter les aspects "cliniques" des personnes radicalisées. J'ai partagé avec les étudiants mes connaissances sur les mécanismes en jeu, les outils de reformulation des discours, les grilles des évaluations de danger en particulier pour les mineurs... Bref, tout un panel d'outils technique que la plupart méconnaissaient. En tant qu'association d'accès aux droits, de médiation et d'aide aux victimes, cette formation hybride permet à nos bénévoles d'apprendre à travailler avec de nouveaux partenaires, sur de la prévention primaire et dans une réflexion cette fois menée à l'échelle d'un territoire. Nous sommes donc aussi bénéficiaires de ces rencontres, enrichissantes pour nos missions au quotidien.



s'occupe précisément de celle-ci. Les cadres religieux musulmans y ont été associés parce que l'idéologie politique islamiste a recruté dans leurs rangs". Cette formation est qualifiée d'hybride par ses initiateurs, parce que depuis

2017, elle fait travailler ensemble des cadres religieux et professionnels de la prévention. On sait, en effet, que les communautés religieuses, quelles qu'elles soient, ont tendance à évoluer en vase clos. "L'objectif, complète Rémi Gounelle, doyen de la faculté de théologie protestante de l'Université de Strasbourg est de casser les préjugés et les appréhensions". "Il ne s'agit pas ajoute Isabelle Ullern, de faire une formation verticale à la laïcité ou uniquement centrée sur la radicalisation elle-même (quel profil type, quels outils pour la détecter, etc.). Les acteurs religieux sont les plus à même d'entendre, dans la langue religieuse, une langue radicalisée. C'est un peu comme une musique qui dissonne. Parce qu'elle leur est naturelle, ils la perçoivent mieux que les acteurs sociaux professionnels (éducateurs, psychologues...) impliqués dans lutte contre la radicalisation. Il fallait donc les associer

pleinement aux discours à tenir vis-à-vis des publics ciblés".

### UNE ELABORATION COMMUNE

La conception pédagogique de la formation a été élaborée par la Flepes en partenariat avec la faculté de théologie protestante de l'Université de Strasbourg. Au programme, une présentation juridique des dispositifs de prévention territoriale, un focus sur le Code civil, le secret professionnel (dont celui des ministres du culte) et sur le partage d'informations sensibles. S'y ajoute un travail sur le partage réciproque des cultures professionnelles, religieuses à côté de celles des métiers séculiers spécialisés de l'autre et une réflexion à dimension philosophique sur l'enjeu moral et éthique de la prévention de la radicalisation. Cette formation prend davantage la forme d'échanges et de co-construction que de sessions d'informations magistrales.

Le cursus consiste aussi à faire se rencontrer et mieux se connaître les différents acteurs qui interviennent sur le terrain : psychologues, éducateurs, et leurs services (associations agréées justice ou médicosocial, services publics, Education nationale.) ; enfin les services préfectoraux et les services de la politique de la ville. "Créer un maillage qui permet de nouer des liens, des interactions respectueuses des approches de chacun, c'est déjà en soit un levier de prévention", souligne Isabelle Ullern.

La formation aborde les questions et les enjeux liés aux constats du terrain : quels sont les profils des jeunes radicalisés, quels sont les mécanismes d'endoctrinement et la manière de les contrer, quels sont les facteurs favorisant la radicalisation, les réponses qui existent déjà, etc. Des ateliers consacrés à des études de cas anonymisés sont aussi au programme.

### LEVER LA DEFIANCE

La responsable de la Flepes précise qu'il ne s'agit évidemment pas de transformer les imams en "indicateurs" de la police ou en auxiliaires de justice. Mais la dimension particulière de cette approche a évidemment soulevé certaines interrogations, voire un peu de méfiance. "Pour convaincre, poursuit Isabelle Ullern, j'ai évoqué Aristote. Nous avons alors parlé éthique, bien commun, développement d'une pensée morale et de nos fondamentaux philosophiques communs". Deux enseignants de la faculté de théologie protestante, un philosophe des religions et un théologien spécialisé en éthique, sont aussi venus expliquer pourquoi ils refuseraient ou, au contraire, accepteraient, eux, de participer à une formation de prévention de radicalisation chrétienne, ou évangélique. Une manière d'engager un dialogue sans stigmatisation ni tabou.

### UN PROGRAMME AMBITIEUX

Trois sessions ont été effectuées depuis 2015, pour un total de 289 heures et les 20 places des trois sessions ont affiché complet. En 2017-2018, 13 cadres religieux musulmans ont participé à la formation, 2 médiateurs de l'association d'aide aux victimes, 4 enseignants en lycée (enseignants protestants en éveil culturel et religieux), 1 éducateur spécialisé. Outre le "bagage intellectuel acquis par les stagiaires, le cursus a permis de lancer des projets d'ingénierie sociale et de prévention de la radicalisation, tels que des groupes de paroles, du soutien à la parentalité ou encore d'écoute des jeunes considérés comme étant potentiellement à risque de basculement. Ainsi, Hodeifa Megchiche, éducateur spécialisé de l'association strasbourgeoise Arsea- Orientation Prévention

## Pascal Colin,

directeur de la Faculté d'études politiques et en économie solidaire (Flepes-Initiatives) et maire adjoint Antony



© Réforme

Les sociétés ont toujours été confrontées à différentes formes de radicalisation. Celles-ci ont pu exister ou existent encore dans certains milieux chrétiens et juifs, mais ces dernières années, elles concernent plus particulièrement l'Islam. La question ici fut de savoir comment sur un territoire donné, faire travailler des acteurs qui ne se connaissent pas, ne se voient pas ou ne se comprennent pas. La formation que nous avons mise en place entend qualifier les responsables religieux sur toutes les dimensions de la culture et du droit français, afin qu'ils comprennent parfaitement les lois de la République et acquièrent la bonne

manière de travailler avec les autorités. Je cite souvent la phrase de Jaurès qui dit qu'il faut partir du réel pour aller à l'idéal. C'est exactement de cela dont il s'agit. L'idéal, ici, c'est la fraternité républicaine, le bien-vivre ensemble. Cette formation commence donc par la prise en compte des réalités vécues par les gens, sur le terrain, qui est l'étape nécessaire pour les comprendre et les aider à se mettre en marche vers cette ambition commune.

En tant que maire adjoint en charge de la politique sociale de la ville d'Antony, je sais à quel point les élus locaux sont confrontés à l'existence de nombreuses communautés religieuses qui, souvent, sont trop repliées sur elles-mêmes. Cette formation hybride casse les silos qui voient les acteurs publics, associatifs et religieux agir chacun dans sa ligne sans connaître celle de l'autre. Nous souhaitons désormais porter au plan national la formation des acteurs civils afin qu'ils soient capables d'ouvrir des dialogues, lancer des ponts, mettre en action des hommes et femmes de bonne volonté qu'ils soient religieux, citoyens, bénévoles associatifs, ou acteurs politiques, membres des autorités. Il faut changer de perspective pour réussir à bâtir la laïcité du XXI<sup>e</sup> siècle.

N'en doutons pas, il y a, au sein du monde musulman, énormément de personnes de bonne volonté qui recherchent ce travail en collaboration et cet objectif. Les participants n'ont pas caché leur fierté d'avoir participé à cette formation et d'obtenir un diplôme inscrit au registre national de la certification professionnelle. En témoigne le fait que certaines mères des cadres religieux formés sont venues spécialement du Maghreb pour assister à la remise des diplômes.

Insertion, a-t-il, par exemple, présenté la mise en place d'une maraude à destination des jeunes de 11 ans à 20 ans des quartiers du Neuhauf et de la Meinau. "L'objectif est de leur redonner un sentiment d'utilité, explique-t-il. Il faut pouvoir approcher cette jeunesse, échanger avec elle, discuter de la manière dont ces jeunes

envisagent leur positionnement dans la société. Car beaucoup se sentent *incapables* ou *pas à leur place*... Ils se projettent dans un ailleurs souvent abstrait qui peut les mener sur la voie de la radicalisation".

Une formation expérimentale que ses initiateurs espèrent voir bientôt étendue à l'échelon national ■